



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354  
681070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 03/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HOLCIM BÉTON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR**

LIEU DIT HARTACKER HARTFELD  
68190 Ensisheim

Références : 0006700250\_2025\_09\_16\_Holcim\_Ensisheim\_VIIC  
Code AIOT : 0006700250

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement HOLCIM BÉTON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR implanté HARTACKER HARTFELD ZERC2 68190 Ensisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a lieu dans un double contexte, de suivi des échéances d'un arrêté de mise en demeure d'une part, et le suivi des mesures ERC concernant le Crapaud calamite d'autre part.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HOLCIM BÉTON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR
- HARTACKER HARTFELD ZERC2 68190 Ensisheim

- Code AIOT : 0006700250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est une gravière dont la dernière autorisation date du 14 octobre 2015. Cette autorisation est délivrée pour une durée de 30 ans. Elle concerne le renouvellement de la carrière historique (30,2 ha) et une partie en extension (3,95 ha).

A l'heure actuelle, le site d'Ensisheim est exploité à sec par campagnes, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance afin de modifier les conditions d'exploitation du site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### Référentiels utilisés:

- - Arrêté du 14 octobre 2015 portant autorisation d'exploiter (renouvellement et extension) à la Sté HOLCIM Béton Granulat Haut-Rhin (HBGHR), une exploitation de carrière de sable et gravier et une installation de transit de matériaux à Ensisheim, au titre 1er du Livre V du Code de l'environnement,
  - Arrêté du 08 juillet 2020 portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées
  - Arrêté du 14 septembre 2023 portant mise en demeure à la société HOLCIM Béton Granulats Haut-Rhin de respecter les dispositions applicables à sa carrière située à Ensisheim (88).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.6.4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Sécurité publique	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 8.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Crapaud calamite - Zone plan d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.11.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Crapaud calamite - Zone plateforme nord	Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 3	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Retard de phasage	AP de Mise en Demeure du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		14/09/2023, article 2	
3	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.6.5	Sans objet
5	Documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 2.7.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la mise en demeure notifiée à l'exploitant en 2023, il est constaté qu'un dossier de porter à connaissance a été déposé. Ce point est susceptible de devenir caduque au terme de l'instruction du dossier. Dans ces conditions, il n'est pas statué sur ce point à ce stade.

En revanche, s'agissant des aménagements en faveur du Crapaud calamite au bord du plan d'eau, il a été constaté que les aménagements réalisés ne sont pas fonctionnels et qu'aucune action corrective permettant d'y remédier n'a été mise en œuvre. En conséquence, une mise en demeure est proposée.

Concernant les aménagements situés sur la plateforme, des prescriptions complémentaires sont proposées afin de les encadrer et une action corrective est nécessaire de la part de l'exploitant.

Enfin, la clôture du site est endommagée et ne permet plus d'interdire l'accès au site. Une mise en demeure est proposée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Retard de phasage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/09/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, PAC
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté,</b> l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 1.3.1. de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 susvisé :  <i>« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le : - dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé, (...) »</i>
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, un retard dans le phasage d'exploitation a été constaté lors de la visite d'inspection du 19 juillet 2023, ayant entraîné la notification à l'exploitant de l'arrêté de mise en demeure du 14 septembre 2023.  Un dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant en préfecture à la date du 12 juin 2025. Ce dossier s'intitule "Dossier de déclaration de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière alluvionnaire d'Ensisheim".

L'exploitant mentionne que ce dossier concerne les points suivants :

- Modification des conditions d'exploiter ;
- Modification du phasage d'exploitation ;
- Modification du plan de remise en état en conséquence ;
- Actualisation des garanties financières.

L'instruction du porter à connaissance est susceptible de rendre ce point de la mise en demeure caduque. En conséquence, il n'est pas statué à ce stade.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.6.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Renouvellement

### **Prescription contrôlée :**

*«Le renouvellement des garanties financières doit intervenir six (6) mois avant la date d'échéance du document.*

*Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet six (6) mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, du montant actualisé des garanties financières.»*

### **Constats :**

L'exploitant présente l'acte de cautionnement s'agissant des garanties financières pour la gravière d'Ensisheim, pour la période du 14 octobre 2020 au 13 octobre 2025, pour un montant de 938 318,76 €.

Par ailleurs l'exploitant présente le montant ainsi que le mode de calcul pour l'acte attestant du montant pour la période suivante (14 octobre 2025 - 13 octobre 2030). En revanche il n'est pas en mesure de fournir l'acte de cautionnement associé.

L'acte présenté est toujours dans sa période de validité, cependant l'acte pour la période suivante aurait dû être présenté 6 mois avant la date d'échéance du document précédent, soit avant le 14 avril 2025.

S'agissant d'une non-conformité documentaire, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, qui peut être par ailleurs aisément corrigée, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat:**

Il convient que l'exploitant présente l'acte de cautionnement des garanties financières pour la période quinquennale « 14 octobre 2025 - 13 octobre 2030 » dans un délai d'un mois, et qu'à l'avenir les actes de cautionnement soient présentés à l'autorité préfectorale dans le délai prescrit.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 3 : Actualisation des garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.6.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Actualisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>«L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>• tous les cinq (5) ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 base 2010 "raccordé" (voir coefficient de raccordement).</i></li><li><i>• lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 base 2010 "raccordé" sur une période inférieure à celles mentionnées à l'article 1.6.2, et ce dans les six (6) mois qui suivent cette augmentation.»</i></li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le mode de calcul de l'actualisation des garanties financières, pour la phase 2025 - 2030 (voir point n°2 du présent rapport).  Le calcul est élaboré en utilisant la formule présentée dans l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, «Actualisation du montant indiqué dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ».  La calcul pour la période quinquennale à venir est bien réalisé en prenant en compte le dernier indice TP01 diffusé au journal officiel.  L'exploitant dispose d'un outil de calcul sous la forme d'un tableur, dans lequel l'indice TP01 est actualisé, ce qui constitue la surveillance de l'augmentation de l'indice. L'exploitant n'as pas identifié une augmentation de plus de 15% sur la dernière période considérée.  Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Sécurité publique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. [...] »</i>
<b>Constats :</b>  Il a été constaté, lors de la visite sur site, que plusieurs sections du grillage périphérique présentent des détériorations. Ces dégradations sont de nature à permettre l'accès non autorisé au site.

Les détériorations ont été constatées sur les zones Nord et Ouest de l'emprise de la gravière.
En conséquence l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il convient que l'exploitant assure la remise en état du grillage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Documents tenus à la disposition de l'inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 2.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapports de suivi écologue
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit notamment transmettre à l'inspection des installations classées des documents suivants : [.. Article 1.11.1 : Bilans écologiques annuels (rapports de suivi et rapports de synthèse). Au plus tard le 31 mars de l'année [n+1] pour les constats de l'année [n]. [...]  <b>Constats :</b>  L'exploitant transmet les derniers rapport de l'écologue datant du 24 mai 2022 et du 15 avril 2024 concernant le suivi du site d'Ensisheim. Par ailleurs l'exploitant déclare que le bilan 2025 est en cours de finalisation, en présente le bon de commande et précise que le document sera transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 6 : Crapaud calamite - Zone plan d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Crapauds calamites
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Nonobstant les mesures supplémentaires qui pourront ultérieurement être imposées à l'exploitant après examen de l'inventaire complémentaire ci-dessus évoqué, et aux décisions des éventuelles dérogations d'espèces nécessaires résultant de cet inventaire complémentaire, l'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci-après :

Propositions	Mesures	Localisation	Échéancier
Batraciens (***) Crapaud calamite [...]	- aménagement de mares en eau, - aménagement de flaques/mares/dépressions profondes (5/15 cm) de 6-10 m <sup>2</sup> avec mise en place de tas de galets et refuges, en bordure de plan d'eau mais déconnectées du plan d'eau et protégées par des merlons de tout-venant de 0,50 à 1m de hauteur des bords du plan d'eau.	Bordure de l'angle Nord-Ouest du plan d'eau	Avant le 30 novembre 2017
[...] En cas d'insuffisances des mesures mises en œuvre, [...] des mesures correctives doivent être apportées par le pétitionnaire afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées, le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées. [...]			
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point de constat porte spécifiquement sur les mesures portant sur les aménagement en faveur du Crapaud calamite, suite aux remarque émises par l'écologue, s'agissant de la situation préoccupante du Crapaud calamite sur le site d'Ensisheim, en référence aux rapports de suivis écologiques précisés au constat précédent.</p> <p>Il est constaté que la grande majorité des mares situées sur le pourtour du plan d'eau réalisées en faveur de ces batraciens n'est pas fonctionnelle.</p> <p>En effet, certaines mares sont désormais directement connectées au plan d'eau de la carrière, tandis que d'autres sont asséchées ou ne présentent plus les caractéristiques intrinsèques nécessaires à l'accueil du Crapaud calamite.</p> <p>En conséquence, il est constaté que les surfaces de compensation destinées à accueillir de façon favorable le Crapaud calamite ne sont pas disponibles ou fonctionnelles sur le site. À ce jour, l'exploitant n'a présenté aucune proposition permettant d'atteindre un niveau d'efficacité jugé satisfaisant, malgré les conclusions des rapports de suivi écologiques ; la prescription est dès lors considérée comme non respectée.</p>			
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient que l'exploitant, dans un délais de deux mois, en lien avec l'écologue assurant le suivi écologique du site d'Ensisheim, présente des propositions s'agissant de l'amélioration des mares situées sur le pourtour du plan d'eau, afin de réaliser les travaux d'aménagement avant la fin du mois de février 2026.</p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription			
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois			

#### N° 7 : Crapaud calamite - Zone plate forme nord

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Crapaud calamite - Zone plate forme nord
<b>Prescription contrôlée :</b>



[...]

Mesures compensatoires :

Mares à amphibiens pionniers:

Création de 2090 m<sup>2</sup> de mares peu profondes tout autour du plan d'eau final (zones 2 à 5).  
Création de 1760m<sup>2</sup> de mares peu profondes sur des terrains exploités à sec, en partie nord-ouest (zone 1 en phase ) et Est (zone 6 en phase 3) du site. Elles sont à implanter de façon à être déconnectées du plan d'eau et protégées par des merlons de 0,5 à 1 m de hauteur. Des dépressions forestières sont également à créer en bordure de plan d'eau.

	Phase 1	[...]
	T0 à T0 + 5 ans	
Zone de mare créée	Zone 1, 2 et 3	

#### **Constats :**

Le dossier de dérogation au titre des espèces protégées prévoit l'implantation de 4 mares sur la plateforme nord (voir plan en annexe).

Dans la zone de la plate-forme nord (zone 1 de mares compensatoires), il est constaté la présence de 4 fossés à sec, ayant été réalisés pour obtenir 4 mares en faveur du Crapaud calamite.

Cette zone étant de plusieurs mètres surélevée par rapport au battement de la nappe, elle est toujours située hors d'eau, et donc non-fonctionnelle. Les conditions d'aménagement ne permettent pas de maintenir les mares en eau avec les eaux météoriques (problème d'étanchéité ou recueil insuffisant d'eaux pluviales).

Dans ces conditions, la prescription n'est pas respectée.

Il est à noter que ces mesures ont été proposées postérieurement à l'arrêté du 14 octobre 2015, dans le cadre de la demande de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées. L'Inspection des installations classées n'est pas habilitée (cf L. 172-1) pour le contrôle des dispositions du Livre IV du Code de l'environnement dont est issu l'arrêté préfectoral objet de la prescription précitée.

Dans ces conditions, des prescriptions complémentaires sont proposées au titre de l'article R. 181-45 afin de compléter les prescriptions relatives aux espèces protégées de l'arrêté du 14 octobre 2015.

Dans ce contexte, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant fasse des propositions afin d'obtenir l'efficacité escomptée pour les aménagements de la plateforme nord dans un délais de deux mois, en lien avec l'écologie assurant le suivi écologique du site d'Ensisheim. Ces aménagements devront être mis en œuvre

avant fin février 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## ANNEXE

